



Pour un parti des travailleurs et travailleuses, communiste et internationaliste

BioMéryeux

Lundi 4 novembre 2024

Valence : les travailleurs s'entraident les pieds dans la boue, le patronat et toutes les autorités ont du sang sur les mains

Voitures englouties, renversées, murs et meubles fracassés, arbres tordus, arrachés, balayés par un déluge de boue ; et depuis des jours l'élan de solidarité et les secours, souvent improvisés, qui fouillent les décombres à la recherche de survivants, qui déblayent les rues sinistrées pour rebâtir le plus urgent... les images de la région de Valence (Espagne) peuvent à peine évoquer la violence et le choc subis après les inondations de mardi et mercredi dernier. Avec 200 litres d'eau de pluie par mètre carré, l'énorme vague, qui atteignait un niveau de deux mètres par endroits, a tout emporté sur son passage. Le bilan provisoire s'établissait à 213 morts dimanche matin, alors que 1900 personnes seraient encore portées disparues. Une catastrophe qui n'avait pourtant rien d'inévitable.

Les responsabilités écrasantes des autorités et du patronat

Bien sûr, rien ne pouvait arrêter la tempête elle-même, aléa climatique à la force exceptionnelle. Mais elle était parfaitement prévue déjà une semaine avant. Comme l'affirme le journal *Le Monde* : « *Les autorités disposaient de toutes les informations pour préparer un plan d'évacuation ou interdire les déplacements non essentiels.* » Et pourtant, ni la droite à la tête de la région, ni la gauche à la tête du pays n'ont esquissé le moindre geste. Les messages d'alerte graves ne sont arrivés qu'après que les crues avaient déjà submergé des routes et des villages entiers, piégeant tous ceux qui tentaient de rentrer chez eux.

Il fallait que l'économie tourne ! Certaines entreprises, comme Uber ou Mercadona (une chaîne de supermarchés), ont obligé leur personnel à continuer leur travail après le début de la tempête. Combien de vies humaines perdues pour des chiffres d'affaires ?

Il y a un an, à Madrid, la maire de la ville avait lancé un plan d'urgence devant des risques similaires de crues, qui n'avaient finalement pas touché l'agglomération... à quelques kilomètres près. Erreur intolérable pour les syndicats patronaux ! Alors que le réchauffement climatique accélère la fréquence de ces événements extrêmes, que des protocoles devraient anticiper les risques accrus, ce que les politiciens surveillent comme le lait sur le feu, ce sont les jérémiades du patronat et les cours de la Bourse.

La solidarité de ceux d'en bas face à l'incurie et à la calomnie de ceux d'en haut

Alors que la population de la région n'a pas eu accès rapidement au minimum pour survivre, notamment de l'eau et de la nourriture, les pouvoirs publics se sont indignés que certains magasins aient été « pillés »...

En réalité, la population n'a pas attendu les secours officiels pour se débrouiller et organiser la solidarité, par milliers de volontaires. Et il valait mieux ! Car non seulement rien n'a été fait avant la catastrophe, mais les autorités ont attendu plus de trois jours après les crues pour déclencher un plan de mobilisation d'urgence de milliers de pompiers, de policiers et de soldats... dont certains auront sans doute pour tâche, urgente à leurs yeux, de protéger les vitrines des bijoutiers !

Alors quand le roi, la reine d'Espagne et le Premier ministre ont visité la région ce dimanche, pour faire dans l'émotion et tenter de calmer les gens, les habitants les ont accueillis avec des huées méritées et aux cris de « *Assassins ! Assassins !* ». Ils ont dû fuir.

Oui, la bourgeoisie et son État ont du sang sur les mains. En temps de crise comme en temps normal, leurs profits passent avant nos vies. Les trésors de solidarité et d'abnégation que les classes populaires déploient dans les pires situations montrent que ce n'est pas une fatalité. Mais pour rebâtir un monde nouveau, à Valence comme partout ailleurs, ce sont les exploités qu'il faudra déblayer de la route.

Samedi ou samedi pas ?

Ces derniers mois en production, les appels à volontaires pour faire des samedis ou des heures supplémentaires faisaient rage ! On nous annonçait des prévisions de vente à la hausse au point de menacer nos congés de fin d'année.

La rage, c'est nous qui l'avons maintenant ! Car, ces heures effectuées en plus ont été l'occasion pour la direction de donner un congé (définitif celui-là) à nos collègues intérimaires de l'équipe de nuit (CDI TT compris).

Si ces samedis peuvent donner l'impression de booster un peu les salaires, ils sont surtout un moyen de précariser davantage les travailleurs ! Sans parler de la fatigue occasionnée et de la vie familiale et sociale qui en prend un coup ! Maintenant que nos collègues ont été virés comme des kleenex et que nous sommes épuisés, rappelons-nous que notre combat est celui de la lutte pour l'embauche de tous les précaires et l'augmentation des salaires, non celui de se faire exploiter un jour de plus par semaine !

On connaît la chanson

Pas de surprise, pas de fausse note, les résultats du 3^{ème} trimestre pour bioMérieux sont annoncés... en hausse avec un résultat opérationnel estimé entre + 12% et + 15%.

Alors pourquoi la direction nous joue-t-elle les violons lors des NAO ? Probablement pour ne pas avoir à aligner nos augmentations de salaires sur la croissance des richesses que nous produisons. Mais au vu des résultats de cette année, il va lui falloir un orchestre symphonique !

En tout cas, pour que les NAO ne se déroulent pas comme sur du papier à musique, avec une fin en decrescendo courue d'avance, il va nous falloir construire une lutte collective d'ampleur ! Montrons que pour arracher de vraies augmentations de salaires, nous sommes capables de jouer notre propre musique : celle de la grève !

Narcotrafic : les lunettes grossissantes de Bruno Retailleau

Un adolescent a été tué et quatre autres blessés dans un affrontement, sans doute sur fond de trafic de drogue devant un restaurant de Poitiers. Aussitôt le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, s'était précipité sur le plateau de BFM-TV pour affirmer qu'il s'agissait d'une rixe « impliquant entre 400 et 600 personnes avec toutes sortes d'armes ». Or, c'est une

version démentie par le procureur de la République qui a parlé d'une soixantaine de personnes, dont de nombreux curieux, à l'arrivée des forces de l'ordre et n'a pas mentionné « de rixe », ni de dégradations. Mais grossir l'affaire permet au ministre de l'Intérieur de décrire un pays à feu et à sang qui justifie sa politique sécuritaire ultra-répressive. Plus le mensonge est gros...

Texas : après l'interdiction de l'IVG, hausse de la mortalité maternelle de 56%

Depuis l'abrogation de l'arrêt *Roe versus Wade* en juin 2022, par la Cour suprême des États-Unis, le Texas, bastion républicain, est l'un des 22 États américains à interdire l'avortement, y compris en cas d'inceste ou de viol. Les médecins qui pratiquent l'IVG y sont passibles d'une amende de 100 000 dollars (92 000 euros), d'une interdiction d'exercer et d'un emprisonnement à vie.

Les Texanes en sont réduites à avorter chez elles illégalement ou à se rendre d'autres États, conduisant à une hausse de la mortalité maternelle de 56 %. En deux ans, faute de patientes, plus de 23 cliniques d'avortement ont fermé. Celles qui restent se sont transformées en agence de voyage pour aider les patientes à se faire avorter dans un autre État.

Mais les conservateurs « pro-vie » veulent aller plus loin encore dans la lutte contre l'IVG et cherchent à confiner les femmes enceintes à l'intérieur de l'État, de façon à les empêcher de partir avorter là où c'est encore permis.

Cela dit, l'interdiction de l'IVG, si elle met la vie des femmes danger, n'a pas fait diminuer le nombre d'avortements. Au contraire il a augmenté. De janvier à juillet 2023, 511 000 IVG ont été pratiquées dans les 36 États qui autorisent encore l'avortement. Sur la même période en 2020, 465 000 avortements avaient été pratiqués dans l'ensemble des cinquante États américains où l'avortement était légal.



Révolutionnaires ! Achète pour 2€ le n°21 de notre journal, écrit par et pour les travailleurs !

Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

Imprimerie Spéciale NPA